

Unité Départementale du Finistère

À Rennes, le **23 NOV. 2022**

ENV-D-22.0197

N°S3IC : 0055.00609

Affaire suivie par : Frédéric RIVOALAN

frederic.rivoalan@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 02.99.33.43.39 / 07.64.71.62.54

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSÉES AU
PRÉFET**

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Établissement BUNGE France à Brest – réexamen IED

REF : Transmission du 19/04/2021 complétée le 03/10/2022

Par transmission visée en référence, la société BUNGE a transmis son dossier de réexamen pour l'installation de trituration de graines alimentaires (soja et colza) pour l'extraction d'huiles végétales qu'elle exploite sur la commune de Brest ainsi qu'une étude d'assujettissement au rapport de base et un rapport de base.

Le présent rapport a pour objet de proposer les suites qu'il convient de réserver à ces dossiers.

1. RAPPEL DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

La société BUNGE, située rue de Yokosuka, dans la Zone Industrielle portuaire de la commune de Brest, est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09 janvier 2006 modifié à exploiter des activités qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. A ce titre, l'établissement entre dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED ».

2. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Conformément aux dispositions des articles R.515-70 à 73 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis un dossier de réexamen suite à la publication de la décision d'exécution n° 2019/2031 du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaires et laitières (BREF FDM). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associées à ces meilleures techniques disponibles.

3. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

3.1 Description de l'établissement

La société BUNGE exploite sur le site de Brest une usine de trituration de soja et de colza pour en extraire des huiles végétales.

Le site comprend 3 bâtiments :

- **un bâtiment préparation** dédié aux opérations suivantes :
 - le nettoyage des fèves de soja et de colza (élimination des impuretés et séparation des objets métalliques ferreux)
 - le séchage des fèves de soja et de colza
 - le pesage et concassage des fèves de soja et de colza (concassage uniquement pour le colza)

- le décortilage des fèves de soja (dépelliculage)
- le conditionnement des fèves de soja et de colza (stérilisation, désactivation enzymatique ajustement humidité et plasticité...)
- l'aplatissage du soja et du colza
- la pelletisation du soja
- et le pressage du colza
- **un bâtiment extraction** dédié aux opérations suivantes :
 - l'extraction de l'huile
 - la désolvatation par chauffage
 - le séchage et le refroidissement des tourteaux
 - le broyage et tamisage
 - la distillation du miscella
 - le dégommage de l'huile
 - l'absorption des gaz issus du condenseur
 - la séparation eau-solvant
- **un bâtiment sécheur.**

3.2 Périmètre IED

L'établissement est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel FDM relatif aux Industries Agroalimentaires et Laitières. L'exploitant a identifié la rubrique 3642 comme étant la rubrique IED principale de l'établissement.

Les installations intégrées au périmètre IED concernent l'ensemble des ateliers de transformation et des lignes de fabrication d'huile et de tourteaux.

Les installations ou activités connexes sont :

- les installations de stockage de matières premières en silos verticaux
- les installations de stockage de produits finis en silos verticaux
- les installations de stockage de produits chimiques (cuves d'hexane)
- les deux tours aéroréfrigérantes (TARs)
- la chaudière vapeur du process.

Les utilités suivantes ne rentrent pas dans le périmètre IED :

- l'atelier de maintenance et le stockage des produits de maintenance
- les bureaux et locaux sociaux (sanitaires, cantine...)
- l'installation de sprinklage (cuve de fioul).

Outre les MTD génériques (MTD 1 à 15), les MTD 30, 31, et 32 relatives aux activités spécifiques des conclusions MTD FDM concernant le secteur « Transformation d'oléagineux et raffinage des huiles végétales » sont applicables aux installations IED exploitées par la société BUNGE.

Les activités du site sont également visées par le document BREF transverse « Émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac » (EFS), publié en juillet 2006.

En ce qui concerne le BREF Systèmes de refroidissement industriels (ICS) publié en décembre 2001, l'exploitant ne l'a pas pris en compte pour le site considérant que « **Le BREF FDM fixant des seuils/normes à respecter, il est moins généraliste que le BREF ICS.** » Les éléments relatifs aux groupes froids et aux fluides frigorigènes sont traités dans le BREF FDM (MTD9).

4. ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN IED

4.1 Complétude

Le dossier transmis par l'exploitant est complet. Conformément à l'article R.515-72 du code de l'environnement, le dossier contient :

- une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles, et un positionnement des niveaux de rejet par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles le cas échéant, sur les thématiques suivantes :
 - Système de management environnemental ;
 - Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux
 - Prévention de la pollution atmosphérique ;
 - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques ;
 - Réduction des nuisances sonores ;
 - Gestion de l'efficacité énergétique.
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.

L'exploitant n'a pas demandé à déroger aux niveaux d'émission associées aux meilleures techniques disponibles.

L'exploitant s'est positionné sur la nécessité de ne pas revoir les prescriptions au regard du III de l'article R. 515-70 du CE. Il indique dans son dossier qu'il n'est pas nécessaire de revoir les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation au regard d'aucun des 3 alinéas du R. 515-70-III du CE.

4.2 Régularité

Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour apprécier les caractéristiques de l'installation. L'ensemble des éléments permettent d'apprécier les meilleures techniques disponibles mises en place sur les équipements exploités. Les éléments transmis sont proportionnés aux enjeux et permettent de répondre aux dispositions du BREF et à l'article R. 515-72 du code de l'environnement fixant le contenu du dossier de réexamen.

4.3 MTD relatives au management environnemental

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaires et laitières, l'exploitant s'est positionné par rapport aux meilleures techniques disponibles pour l'exploitation de son installation.

On peut noter que la société BUNGE est engagée dans un système de management environnemental et possède la certification du référentiel ISO 14001, version 2 (2015) dont l'audit de renouvellement s'est déroulé en décembre 2020. Le certificat présenté est ainsi en date du 03 février 2021 et valable jusqu'au 02 février 2024. Il est précisé que le périmètre de certification concerne les activités de trituration des graines de soja et de colza depuis la réception des matières premières jusqu'au chargement des produits finis.

Concernant les émissions sonores, l'exploitant indique déjà avoir mis en place un plan de gestion du bruit, et il s'est engagé, si des nuisances ou des non-conformités étaient constatées, à mettre en œuvre un plan d'action adapté.

Concernant les odeurs, bien que la situation se soit améliorée depuis 2015 et que des travaux d'amélioration aient été menés en 2018, le plan de gestion actuel des odeurs doit être maintenu et renforcé afin que les émissions respectent les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de connaître la situation de l'installation au regard des dispositions des conclusions sur les meilleures techniques disponibles sur la partie relative au management environnemental. L'exploitant s'engage à maintenir et compléter le système de management environnemental, et le plan de gestion du bruit déjà en place sur son site.

Concernant les odeurs, l'inspection rappelle que l'exploitant est tenu d'améliorer son plan de gestion des odeurs de façon à respecter les prescriptions imposées par son arrêté préfectoral d'autorisation et afin d'éviter que des nuisances puissent être ressenties par le voisinage.

4.4 Inventaire des flux aqueux et atmosphériques

L'exploitant mentionne que l'ensemble des sources d'émissions du site sont connues et maîtrisées.

Concernant les rejets gazeux, l'exploitant indique que les sources d'émissions d'effluents et les substances pertinentes à retenir sont les suivantes :

- le site utilise de l'hexane pour extraire l'huile des graines de soja ou de colza. L'utilisation de l'hexane est source d'émission de **composés organiques volatils (COV)** dans l'air.
- Le process de fabrication du site génère des **poussières**. Des contrôles sont effectués sur le refoulement des ventilateurs de dépoussiérage.
- Les équipements de combustion correspondent à la chaudière vapeur, utilisée pour certains équipements de procédés et aux brûleurs de séchage des graines :

- la chaudière vapeur fait l'objet d'une surveillance pour les paramètres : débit, température, teneur en O₂, CO, CO₂, Oxydes d'azote (NOx), pression, contrôle économiseur sur chaudière vapeur, etc.
- les gaz de combustion des sècheurs entrant en contact avec les matières entrantes n'ont pas de rejet canalisé.

Concernant les rejets aqueux, les eaux industrielles du site sont issues des procédés d'extraction qui engendrent un mélange non miscible d'eau et de solvant. Les eaux sont pré-traitées sur le site puis envoyées vers la station communale de Brest métropole Océan. Les caractéristiques des effluents aqueux font l'objet d'une surveillance mensuelle conformément aux dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juin 2008. Les paramètres suivis sont notamment : la demande chimique en oxygène (DCO), la demande biologique en oxygène (DBO₅) et les Matières en suspension (MES). Cet aspect est abordé de façon plus détaillée dans la partie 4.7.

Les eaux pluviales collectées sont traitées via un dispositif de dégrillage et décantation. Une procédure de contrôle avant rejet est en place sur ces eaux pluviales et elles font l'objet d'un suivi semestriel par un organisme de contrôle sur les paramètres Hydrocarbures, DCO et MES conformément à l'arrêté préfectoral du site.

L'exploitant indique également réaliser des mesures mensuelles de légionelles sur les circuits de refroidissement de ses tours aéro-réfrigérantes (TARs) ainsi que des mesures physico-chimiques sur les purges de déconcentration conformément à l'arrêté de prescriptions générales du 14/12/2013 applicables aux ICPE soumises à déclaration au titre de la rubrique 2921.

De plus, les purges de chaudières font aussi l'objet de mesures physico-chimiques par les services d'exploitation.

4.5 Émissions atmosphériques et odeurs

L'exploitant s'est positionné par rapport aux MTD en ce qui concerne la fréquence de surveillance des émissions atmosphériques.

Les émissions de poussières sont suivies annuellement sur le refoulement des ventilateurs de dépoussiérage conformément à l'arrêté préfectoral du site.

Les émissions de COV proviennent quant à elles exclusivement de l'hexane et sont mesurées mensuellement.

L'exploitant n'a néanmoins pas communiqué les niveaux d'émissions actuels de ses rejets canalisés dans l'air.

4.5.1 Positionnement de l'exploitant pour les émissions de poussières des installations comprises dans le périmètre IED et concernées par les MTD

Paramètre et Installations concernées	Zone	Point de rejet	Surveillance			Valeurs limites d'émission		
			Fréquence actuelle AP du 09/01/06	Fréquence minimale (MTD 5)	Nouvelles Fréquences applicables à compter du 04/12/23	VLE applicables AP du 09/01/06 [C] (mg/Nm³)	NEA MTD (mg/Nm³) (MTD 31)	Nouvelles VLE applicables à compter du 04/12/23
Poussières : Rejets liés à la manutention et à la préparation des graines	Extraction	701	-	Annuelle	Annuelle	-	10	10
	Extraction	702	-	Annuelle	Annuelle	-		
	Extraction	705	-	Annuelle	Annuelle	-		
	Silos	741	Annuelle	Annuelle	Annuelle	15		
	Silos	742*	Annuelle	Annuelle	Annuelle	15		
	Préparation	746	Annuelle	Annuelle	Annuelle	15		
	Préparation	747	Annuelle	Annuelle	Annuelle	15		
	Préparation	753	Annuelle	Annuelle	Annuelle	15		
	Préparation	766	-	Annuelle	Annuelle	-		
Poussières : Rejets liés au séchage et au	Extraction	757	Annuelle	Annuelle	Annuelle	15	20	15
	Extraction	758	Annuelle	Annuelle	Annuelle	15		

refroidissement du tourteau	Extraction	759A*	Annuelle	Annuelle	Annuelle	15		
-----------------------------	------------	-------	----------	----------	----------	----	--	--

* Le 24/06/2022, l'exploitant nous a précisé par mail que :

- « le point 742 est lié à l'activité du sécheur et du transfert de graines des silos béton » et que « les rejets doivent être de 10mg/Nm³ ». L'inspection a ainsi considéré que les rejets de ce point sont liés à la manutention et à la préparation des graines.
- « le point de surveillance 759A concerne le désembuage des cakes de colza ». L'inspection a considéré que ces rejets sont liés au séchage et au refroidissement du tourteau, toutefois, cet émissaire étant réglementé de façon plus contraignante dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site, ni la fréquence de surveillance, ni la VLE de ce point ne seront modifiées.

Application des meilleures techniques disponibles :

L'exploitant indique respecter les valeurs limites réglementaires en poussières fixées par son arrêté préfectoral, toutefois il n'a pas communiqué dans son dossier de réexamen IED les données d'autosurveillance des émissions de poussières du site. Il indique cependant que des non-conformités ont été observées en 2017 et 2018 sur les émissaires 753 et 766 et que ceux-ci ont fait l'objet de mesures correctives : remplacement des systèmes de dépoussiérage des principales machines de l'atelier de préparation (aplatisseurs/concasseurs) et ajout d'un cyclo-filtre sur le rejet 766. Il souligne que ces mesures ont permis au site d'abaisser considérablement ses rejets de poussières (-87 % d'émissions entre 2018 et 2019) et d'atteindre les NEA-MTD sur l'ensemble de ses équipements.

L'exploitant indique donc respecter dès à présent les NEA-MTD en poussières considérant l'utilisation de dispositifs d'aspiration des poussières (cyclones et filtres à manche) sur ses différents équipements.

4.5.2 Positionnement de l'exploitant pour les émissions de composés organiques volatils (COV) des installations comprises dans le périmètre IED et concernées par les MTD

Conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2006 réglementant le site BUNGE de Brest, l'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS) qu'il transmet annuellement à l'inspection des installations classées, et au sein duquel il estime mensuellement ses émissions de composés organiques volatils totaux (COVT).

Le site est donc d'ores et déjà conforme aux prescriptions du point 23.2 spécifique au secteur de la transformation d'oléagineux et au raffinage des huiles végétales, de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) FDM du 27 mars 2020 qui impose *a minima* une surveillance annuelle des COVT.

L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur le fait que l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020 précise que les mesures de COVT doivent être effectuées sur une campagne de deux jours.

Le tableau ci-dessous reprend les valeurs limites d'émissions applicables avant et après le 04 décembre 2023 concernant les pertes d'hexane :

Paramètre	Valeurs limites d'émission (en kg de COVT/tonnes de graines transformées)					
	VLE applicables jusqu'au 04/12/23 (AP du 09/01/2006 article 3.2.5) (moyenne annuelle)		NEA MTD (MTD 32)		Nouvelles VLE applicables à compter du 04/12/23	
	Colza	Soja	Colza	Soja	Colza	Soja
Composés organiques volatils totaux (COVT)	1	0,8	0,7	0,55	0,7	0,55

L'exploitant indique que l'ensemble des rejets des 3 dernières années sont conformes aux normes de rejet définies par l'arrêté préfectoral du site et conformes aux NEA-MTD de la MTD 32.

L'exploitant précise toutefois que, bien que le site respecte actuellement les NEA-MTD au niveau annuel, deux dépassements ponctuels ont été observés à l'échelle mensuelle en 2020. Le site est en recherche actuellement les raisons.

Par ailleurs, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2006 réglementant le site Bunge de Brest, l'établissement fait procéder annuellement à la mesure des émissions d'hexane canalisées (désolvantiseur 123, toaster 125, refroidisseur 125, extracteur 122 et absorption d'huile minérale 705) par un organisme extérieur.

4.5.3 Fluides frigorigènes

Les besoins en froid des procédés de trituration de la société BUNGE sont assurés via des tours aéro-réfrigérantes (TAR) dont le principe de refroidissement repose sur l'évaporation de l'eau. L'exploitant indique que « seuls certains usages très ponctuels et spécifiques (locaux électriques, informatiques, techniques) pour lesquels un raccordement au réseau TAR n'est pas opportun nécessitent des équipements de climatisation mettant en œuvre des fluides frigorigènes » et que « ceux-ci sont pour la majorité hors du périmètre IED ».

L'exploitant s'est engagé à étudier la possibilité de remplacer ces équipements par un gaz frigorigène possédant un potentiel de réchauffement global moindre (CO₂, propane, etc) au fur et à mesure de leur obsolescence.

L'inspection rappelle qu'à compter du 4 décembre 2023, au sein du périmètre IED, les fluides frigorigènes utilisés devront être dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présenter un faible potentiel de réchauffement planétaire.

4.5.4 Odeurs

Le site BUNGE situé à Brest génère des odeurs liées à la présence de soufre dans les graines (de colza notamment) qui peut conduire à la formation d'H₂S lors du processus d'extraction. Afin de maîtriser ses émissions d'odeurs, le site met en place un plan de gestion des odeurs. Aussi, depuis 10 ans, le site participe à une cellule de veille auprès du voisinage afin d'échanger avec les différents acteurs (DREAL, SPBB, mairie, voisinage) pour trouver des solutions aux éventuelles problématiques d'émissions d'odeurs. Des mesures sur les odeurs sont réalisées au moins une fois tous les 5 ans par un organisme agréé, conformément à l'arrêté préfectoral du site. Un contrôle a été réalisé en 2015 et a mis en évidence des non-conformités.

Le site a mis en place un programme de réduction des odeurs qui permet de caractériser et mettre en œuvre des mesures d'évitement et de réduction. Le site a notamment mis en place une installation d'élimination du H₂S par lavage des gaz (scrubber). Cette opération est effectuée lors de la trituration de graines de colza, émettrice de composés soufrés et permet d'éliminer le soufre sous forme de Na₂S par injection de soude en contre-courant.

Afin de limiter et réduire les émissions olfactives sur son site, l'exploitant a également indiqué :

- utiliser un système d'abaissement de la fraction H₂S, récupération d'énergie pour récupérer le H₂S
- avoir fait réaliser des travaux de réhausse des cheminées en 2018 afin d'assurer une meilleure dispersion atmosphérique des odeurs.

La dernière étude olfactométrique en date de janvier 2019 montre que les débits d'odeurs sont largement inférieurs à ceux mesurés en 2015. Les rejets sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral du site (<à 180 000x10⁻³ Uo/h) pour le ventilateur du refroidisseur tourteau. Cette étude montre néanmoins une non-conformité du débit d'odeur pour le ventilateur du toaster tourteau.

Toutefois, l'exploitant indique que « la situation s'est nettement améliorée et qu'aucune plainte n'a été déposée sur cette thématique au cours des 12 derniers mois et depuis les travaux d'amélioration ».

Analyse de l'inspection

Les rejets atmosphériques constituent un enjeu essentiel sur l'aspect impact chronique de l'installation en raison de ses activités de trituration de graines et d'extraction d'huiles végétales.

Les prescriptions relatives à la surveillance et aux valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques de l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2006 sont remplacées pour partie à compter du 4 décembre 2023, pour les équipements présents au sein du périmètre IED et visés par les MTD, pour les paramètres poussières et COVT, par celles de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux MTD applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (VLE et périodicité de mesure en gras dans les articles 4.5.1 et 4.5.2 ci-dessus).

L'exploitant devra donc à l'échéance du 04 décembre 2023 :

- respecter les NEA-MTD applicables aux émissions canalisées de poussières des équipements présents dans le périmètre IED et visés par les MTD, et assurer une surveillance annuelle de ces émissions conformément à la MTD 5 du BREF FDM
- respecter les NEA-MTD applicables aux émissions totales d'hexane, et maintenir une surveillance *a minima* annuelle des émissions de COVT dans l'air, sans préjudice de dispositions prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 09 janvier 2006 plus contraignantes.

Concernant les odeurs, l'inspection rappelle que l'exploitant est tenu d'améliorer son plan de gestion des odeurs de façon à respecter les prescriptions imposées par son arrêté préfectoral d'autorisation et afin d'éviter que des nuisances puissent être ressenties par le voisinage.

4.6 Gestion de la ressource en eau

La circulation de l'eau et les usages de l'eau sur le site sont connus (plan des réseaux d'eau et compteurs). La répartition de la consommation d'eau s'établit à 40 % sur les TARs, 50% sur la chaufferie, et 10% pour les autres usages (sanitaires, nettoyage).

La société BUNGE effectue un suivi mensuel de ses consommations d'eau.

L'exploitant a transmis les consommations d'eau de son site :

- 2017 : 0,334 m³/t de produits finis
- 2018 : 0,342 m³/t de produits finis
- 2019 : 0,375 m³/t de produits finis.

Il indique que les ratios de consommations sont directement impactés par les volumes de production (effet de seuil de certaines opérations). Les performances moindres en 2019 sont liées à une baisse des tonnages sur l'année dues à 2 grands arrêts en mars (grève + feu silo 2).

Afin de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux rejetés, l'exploitant indique mettre en œuvre dès à présent les techniques suivantes :

- Absence de circuit ouvert de refroidissement
- Sondes de conductivité sur les circuits de purges des tours aéro-réfrigérantes
- Sondes de conductivité et analyses chlorures sur les circuits de purges des tours aéro-réfrigérantes
- Gestion de purge chaudières selon la conductivité
- Les condensats et retour vapeurs sont majoritairement recyclés
- Les eaux des tests incendie hebdomadaires sont recyclés
- Les équipements sont nettoyés régulièrement afin d'éviter le durcissement des résidus sur le matériel.

L'exploitant indique que pour des raisons sanitaires, le recyclage des effluents n'est pas envisagé sur les procédés.

L'exploitant s'est également positionné quant au niveau de performance environnemental (NPE) de son site pour les rejets d'effluents aqueux spécifiques. Les consommations spécifiques du site sont les suivantes :

Année	Colza (en m³/t)	Soja (en m³/t)
2017	0,3	0,75
2018	Pas de production	0,7
2019	0,33	0,75
NPE indicatifs spécifiques	0,15 - 0,75	0,8 - 1,9

Par conséquent, l'exploitant indique respecter les niveaux indicatifs de performance environnementale pour les rejets d'effluents aqueux spécifiques pour le secteur « Transformation d'oléagineux et raffinage des huiles végétales » .

Concernant les substances dangereuses, l'exploitant indique que les bâtiments et équipements du site font l'objet de nettoyage à l'eau. L'évaluation du risque chimique (EVRC) a dû être actualisée en 2021 et un programme d'action doit être établi sur la base de ses conclusions. Il mentionne également qu'avant toute introduction de nouveau produit, le demandeur de produit remplit une fiche de demande d'introduction de nouveau produit et ce produit doit être validé par le service qualité et par le service HSE.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant répondent aux dispositions des conclusions sur les meilleures techniques disponibles sur la partie relative à la gestion des ressources en eau.

4.7 Émissions dans l'eau

Les caractéristiques des effluents aqueux font l'objet d'une surveillance mensuelle conformément aux dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site et une synthèse sous forme de bilan environnemental est réalisée annuellement.

En matière de rejet d'eaux résiduaires, BUNGE doit respecter les valeurs limites réglementaires de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juin 2008 ainsi que de la convention de rejet signée avec Brest Métropole Océane qui reçoit ses effluents pré-traités.

Pour contrôler ses rejets aqueux, l'exploitant indique réaliser le programme d'autosurveillance suivant :

- mesures quotidiennes sur les paramètres : débit, pH, et température
- mesures hebdomadaires sur les paramètres : DCO, MES
- mesures mensuelles sur les paramètres : DBO₅, NKT, chlorures et P
- mesures semestrielles sur les paramètres : graisses et hydrocarbures

L'exploitant s'est positionné par rapport aux MTD en ce qui concerne la fréquence de surveillance des rejets aqueux et les niveaux d'émissions dans l'eau, mais n'a pas communiqué dans son dossier de réexamen IED ses données d'autosurveillance.

L'inspection note que la valeur limite d'émission recalculée pour la DCO dans le cas d'un rejet indirect figurant dans le dossier de réexamen est basée sur une valeur limite en rejet direct de 200 mg/l. Or, selon le dossier, le taux d'abattement de la station d'épuration urbaine pour la DCO est de 93,3 %. L'arrêté ministériel du 27 février 2020 précise que si le taux d'abattement est inférieur à 95 %, alors il convient de retenir une valeur limite de rejet direct de 100 mg/l, ceci conduisant à une valeur limite recalculée pour le paramètre DCO de 1500 mg/l.

Sur la base des préconisations ministérielles, il est néanmoins possible de retenir une VLE comprise entre une fois et deux fois le NEA-MTD recalculé, soit une VLE de 3000 mg/l, à condition que le flux global rejeté par la station de traitement des eaux usées soit inférieur ou égal au cumul du flux que pourrait rejeter l'établissement relevant de la directive IED dans le cas d'un rejet direct et du flux rejeté par la station d'épuration seule. Ceci ne vaut qu'à condition que la station d'épuration soit conforme, ce qui est le cas ici.

L'exploitant a transmis à l'inspection les données suivantes :

	Flux polluant global rejeté par la STEU (eaux usées + eaux industrielles IED)	Débit effluent IED	Débit eaux usées	VLE réglementaire EU
Données	381 264 kg / an	72 359 m3 / an	14 956 075 m3/an	90 mg/l soit 0,09 kg/m3
Source de données	Données Eau du Ponant : 2020	Données BUNGE	Données Eau du Ponant 2020 et Bunge	Données AP du 03.09.2018 STEP Eau du Ponant

Sur la base de ces données :

- le flux en DCO que pourrait rejeter l'établissement en cas de rejet direct représente 14 472 kg/an.
- Le flux en DCO rejeté par la station d'épuration « seule » serait de 1 346 046 kg/an

Le cumul de ces deux flux est nettement supérieur au flux global rejeté par la station. Une valeur limite d'émission de 3000 mg/litre peut être retenue. Les données d'autosurveillance du site montrent que cette valeur est respectée en sortie de site.

Cadre réglementaire applicable aux rejets indirects des effluents aqueux du périmètre IED du site BUNGE de Brest avant et après le 04/12/2023

Paramètre	Surveillance				Valeurs limites d'émission			
	Fréquence de surveillance effectuée actuellement par l'exploitant	Fréquence actuelle AP du 09/01/06	Fréquence minimale (MTD 4) ²	Nouvelles Fréquences applicables à compter du 04/12/23	Applicables AP du 27/06/08 et convention de rejet du 26/06/2017 ³ (en mg/l)	NEA MTD moyenne journalière ⁴ (MTD 12) (en mg/l)	Taux d'abattement réels [VLE] (en mg/l)	Nouvelles VLE applicables à compter du 04/12/23 (en mg/l)
DCO	Hebdomadaire	Hebdomadaire	Journalière	Journalière	5000	100 ⁵	93,3 % [1500]	3000
MES	Hebdomadaire	Hebdomadaire	Journalière	Journalière	300	50	96,6 % [1470]	300
DBO ₅	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle	2000	100	98 % [5000]	2000
NGL	- ¹	-	Journalière	Journalière	100 ³	30 ⁶	89,5 % [286]	100
Phosphore	Mensuelle	-	Journalière	Journalière	30 ³	2	87,6 % [16]	16
Chlorure	Mensuelle	-	Mensuelle	Mensuelle	-	-	-	-

¹ L'exploitant indique effectuer des mesures mensuelles sur le paramètre azote réduit (NTK), bien qu'il n'effectue pas de mesures sur le paramètre Azote global (NGL).

² Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

³ Une convention de rejet a été signée le 26/06/2017 avec Brest Métropole ; les valeurs limites d'émissions à respecter pour les paramètres NGL et Phosphore sont respectivement de 100 et 30 mg/l. Toutefois, ces deux paramètres n'ont pas de VLE fixées par arrêté préfectoral.

⁴ Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 III. Celui-ci stipule : « Le traitement par une station d'épuration des rejets indirects de substances polluantes dans l'eau peut être pris en considération pour la détermination des valeurs limites d'émission mentionnées à l'article R. 515-66 si celles-ci garantissent un niveau équivalent de protection de l'environnement dans son ensemble et pour autant qu'il n'en résulte pas une augmentation des charges polluantes dans le milieu.

⁵ La VLE est de 100 mg/l si l'efficacité du traitement est inférieure à 95 %.

⁶ La VLE est de 30 mg/l en moyenne journalière uniquement si l'efficacité du traitement est supérieure à 80 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production.

L'exploitant a précisé dans son dossier que les eaux sanitaires et industrielles sont collectées dans des réseaux séparatifs :

- Les eaux sanitaires sont rejetées au réseau communal.
- Les eaux industrielles sont issues des procédés d'extraction. Les procédés d'extraction engendrent un mélange non miscible d'eau et de solvant. Ce mélange est traité dans une installation de séparation à plusieurs étapes :
 - séparation par densité de l'eau et de l'hexane
 - l'eau passe ensuite dans un bouilleur à 90°C (séparation par ébullition de l'hexane), puis refroidissement
 - Skimpit - Décantation multi-étage (4 fosses)
 - Contrôle de la qualité de l'eau, auto-surveillance.

Analyse de l'inspection

Les rejets aqueux constituent un enjeu majeur sur l'aspect impact chronique de l'installation en raison des procédés utilisés pour l'extraction des huiles végétales de colza et de soja.

Les prescriptions relatives à la surveillance et aux valeurs limites d'émissions des rejets aqueux des arrêtés préfectoraux du 09 janvier 2006 et du 27 juin 2008 sont modifiées à compter du 4 décembre 2023, pour les paramètres en gras dans le tableau ci-dessus, par celles de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux MTD applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (VLE et périodicité de mesure du tableau ci-dessus).

L'inspection prend acte du positionnement de l'exploitant sur la nécessité de suivre le paramètre azote global (NGL) à la place du paramètre azote réduit (NTK).

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il sera tenu de respecter les nouvelles VLE et périodicités de surveillance résumées dans le tableau ci-dessus à échéance du 04 décembre 2023, et qu'il est de sa responsabilité de s'assurer que les valeurs fixées par sa convention de rejet avec Brest métropole soient cohérentes avec celles prescrites dans le cadre du réexamen IED de l'établissement.

4.8 Efficacité énergétique

La consommation d'énergie fait l'objet d'une surveillance mensuelle (gaz et électricité) avec indicateurs de suivi de performance globale du site (ratio de consommation). Elle dépend directement des volumes produits chaque jour et des techniques de production adoptées. Le site a fait réaliser par un prestataire expert un audit énergétique en janvier 2020. Des pistes d'améliorations sont désormais à l'étude afin de valider leur faisabilité.

Les consommations énergétiques du site sont les suivantes :

Année	Gaz (en MWh)	Électricité (en MWh)
2017	132 979	21 750
2018	131 559	21 187
2019	131 518	20 734

L'exploitant indique que la consommation d'énergie spécifique de son site est de l'ordre de 0,06 Mwh/tonne d'huile de colza produit et de l'ordre de 1,3 Mwh/tonne d'huile de soja produit. La consommation d'énergie spécifique du site respecte par conséquent les niveaux indicatifs de performance environnementale pour la consommation d'énergie spécifique pour le secteur « Transformation d'oléagineux et raffinage de huiles végétales » (0,45-1,05 MWh/tonnes d'huile produite pour le colza, et 0,65-1,65 MWh/tonnes d'huile produite pour le soja).

L'exploitant a indiqué déjà mettre en œuvre les techniques courantes suivantes pour accroître l'efficacité énergétique :

- Mise en œuvre d'équipements économes en énergie lors du remplacement des équipements ou de travaux,
- Contrôle régulier de la chaudière (optimisation et rendement)

- Utilisation d'un économiseur sur la chaudière vapeur
- Présence d'un échangeur supplémentaire après l'économiseur
- Production de vapeur : Brûleur modulant, avec régulation avec sonde O₂ et sonde température
- Contrôles trimestriels des brûleurs
- Utilisation de variateurs de vitesse sur certains équipements
- Récupération d'énergie par recyclage de vapeurs, de vapeurs d'hexane, etc.
- Purge de chaudière liée à la conductivité de l'eau du circuit
- Calorifugeage existant sur les réseaux de distributions maintenus en bon état
- Utilisation de compresseur à vitesse variable
- Remplacement progressif des luminaires par des LED (relamping)
- Campagnes régulières du réseau air comprimé en interne.

L'exploitant indique également mettre en œuvre les techniques courantes suivantes pour accroître l'efficacité énergétique lors de la distillation du miscella (mélange huile/hexane) (MTD 30 du secteur d'activité spécifique «Transformation d'oléagineux et raffinage des huiles végétales») :

- Utilisation de vide sur la distillation du miscella (opération de séparation de l'huile et du solvant à recycler (hexane))
- Chauffage du miscella pour la distillation par récupération des vapeurs d'hexane, des vapeurs du bouilleur, du circuit des phlegmes.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis relatifs à l'efficacité énergétique n'appellent pas de remarque.

4.9 Prévention des nuisances sonores

Les émissions sonores du site sont liées à la présence des locaux techniques, des ateliers de production et au trafic de véhicule. Dans ce cadre, le site met en œuvre un plan de gestion des émissions sonores.

Les mesures des émissions sonores sont réalisées tous les 3 ans comme le prévoit l'arrêté préfectoral d'autorisation. La dernière intervention est en date de septembre 2020.

Les résultats montrent :

- le respect des seuils fixés en limite de site en période diurne et en période nocturne
- le respect des VLE sur les émergences en période diurne et nocturne.

Le site maintient un dialogue avec les riverains (cellule de veille) afin de connaître les éventuelles gênes. Le site n'a fait l'objet d'aucune plainte récente concernant cette problématique.

Si tel était le cas, ou en cas de non-conformité, le site s'est engagé à mettre en place un plan d'action adapté.

Afin d'éviter ou de réduire les émissions sonores, l'exploitant indique mettre en place les techniques suivantes :

- lors de chaque nouveau projet, le site étudie les axes d'améliorations qui peuvent être apportés
- l'ensemble des mesures opérationnelles de la MTD 14 sont mises en place
- les équipements mis en place par le site permettent d'optimiser les émissions sonores dues à leur fonctionnement.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis relatifs à la prévention des nuisances sonores n'appellent pas de remarque. L'inspection rappelle toutefois que si des nuisances étaient à nouveau constatées, l'exploitant sera tenu de mettre en place un plan d'action adapté.

5. RAPPORT DE BASE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

L'article L. 515-30 du Code de l'Environnement prévoit que « l'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévu par le décret mentionné à l'article L. 515-31 ».

Par ailleurs, le 3^{ème} alinéa du paragraphe I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement définit deux conditions qui, lorsqu'elles sont réunies, conduisent à l'obligation pour l'exploitant de soumettre un rapport de base. Un rapport de base est dû lorsque l'activité implique :

- l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes,

et

- un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Compte tenu des activités exercées et des substances (hexane et lessive de soude) mises en œuvre sur le site, l'exploitant a transmis un rapport de base.

5.1 Complétude

L'article R. 515-59 du code de l'environnement précise que le rapport de base contient « les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Il comprend au minimum :

- a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;
- b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges » mentionnés à l'article 3 du règlement CLP.

Le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED (version 2.1 de mai 2014) précise que le rapport de base doit comprendre les chapitres suivants :

Chapitre 1 : description du site et de son environnement et évaluation des enjeux

Chapitre 2 : recherche, compilation et évaluation des données disponibles

Chapitre 5 : interprétation des résultats et discussion des incertitudes

Il doit également comprendre, lorsque les données disponibles ne permettent pas de disposer d'une connaissance suffisante de l'état de pollution des sols et des eaux souterraines, les chapitres suivants :

Chapitre 3 : définition du programme et des modalités d'investigations

Chapitre 4 : réalisation du programme d'investigations et d'analyses différées au laboratoire

Les éléments principaux étant présents, le rapport est jugé complet.

5.2 Analyse

Des investigations sur les sols ont donc été menées dans le cadre de l'élaboration du rapport de base et afin de vérifier l'incidence des activités présentes dans le périmètre IED sur le milieu sol.

Afin de caractériser l'état du sous-sol, six sondages de sol répartis sur le périmètre IED ont été réalisés le 13 octobre 2020 aux abords des installations à risque (bâtiment extraction, cuves enterrées d'hexane, cuve aérienne de lessive de soude) jusqu'à une profondeur maximale de 5 m, afin de rechercher les composés polluants suspectés en analysant les paramètres suivants : pH, Sodium et n-hexane.

Des investigations sur les eaux souterraines ont également été menées le 13 octobre 2020 sur 3 des 5 ouvrages piézométriques présents sur le site (Pz1 et Pz5 n'ayant pu être identifiés le jour de la visite). La purge des ouvrages et le prélèvement des échantillons ont été réalisés à l'aide d'une pompe immergée.

Pendant la purge les paramètres physico-chimiques suivants ont été relevés : T°, pH, conductivité, oxygène dissous et potentiel redox. Les analyses des échantillons d'eaux souterraines ont porté sur les principales substances (et traceurs) associées aux installations visées et susceptibles d'être rencontrées dans le cadre des activités de la société BUNGE. Le programme analytique a porté sur les paramètres pH et Hexane.

Les résultats des analyses de sol mettent en évidence :

- la détection d'un pH de 8 au droit du sondage relatif à la cuve aérienne de lessive de soude,
- la détection d'une concentration en sodium de 289 mg/kg aux abords de la cuve aérienne de lessive de soude,
- la détection d'une concentration en hexane de 0,29 mg/kg au droit du sondage S3 localisé à proximité des cuves enterrées d'hexane et l'absence de détection sur l'ensemble des autres échantillons analysés. Cette légère détection semble en corrélation avec les constats organoleptiques effectués sur le terrain (présence d'une odeur d'hydrocarbures au droit du sondage).

Les résultats des analyses des eaux souterraines mettent en évidence :

- l'absence de détection d'hexane sur l'ensemble des échantillons.
- un pH neutre à légèrement acide sur l'ensemble des prélèvements effectués.

Les conclusions du rapport de base ne préconisent aucune mesure particulière. L'exploitant n'a pas proposé d'actions.

Analyse de l'inspection

Compte tenu de la pollution constatée aux abords des cuves enterrées d'hexane (sondage 3), l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un plan d'actions permettant d'identifier les raisons de la présence d'hexane dans le sol au regard des résultats d'analyses de sols issus du sondage S3 et permettant la mise en place d'actions visant à stopper au plus vite la pollution constatée.

L'inspection propose de prescrire, dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe, et sur la base des investigations réalisées dans le cadre du rapport de base :

- une surveillance quinquennale des sols pour les paramètres pH, sodium et n-hexane sur l'ensemble des points de sondage identifiés dans le rapport de base.

- une surveillance quinquennale des eaux souterraines pour les paramètres *pH* et *Hexane a minima* sur les 3 piézomètres identifiés dans le rapport de base.

Le projet de prescriptions en annexe tient compte de ces nouvelles propositions.

Si la pollution constatée ne venait pas à être gérée efficacement dans le cadre du plan d'action devant être mis en œuvre par l'exploitant, l'inspection pourrait être amenée à revoir les prescriptions relatives à la prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines, en renforçant les surveillances prescrites, notamment concernant les eaux souterraines.

Enfin, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de localiser les deux piézomètres Pz1 et Pz5 recensés sur le site de façon d'une part, à s'assurer qu'ils ne soient pas une source d'entrée potentielle de pollution (vérification de l'étanchéité et du cadénassage des forages), et d'autre part pour qu'ils puissent faire l'objet d'une surveillance en cas de nécessité.

6. SUITES ADMINISTRATIVES

A compter du 4 décembre 2023, les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020 relatif aux MTD applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 s'appliquent à l'établissement. En particulier sont applicables les prescriptions des titres suivants de l'annexe de l'arrêté ministériel précité :

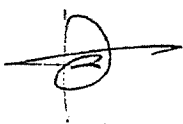

- titre I,
- titre II,
- et titre III-23 (secteur de la transformation d'oléagineux et du raffinage des huiles végétales).

Les prescriptions de l'AP du 09 janvier 2006 modifié applicables à l'établissement BUNGE situé sur la commune de Brest sont :

- conservées, à l'exception de celles relatives à la surveillance et aux valeurs limites d'émission des rejets gazeux (Poussières et COVT), remplacées pour partie, par celles de l'arrêté ministériel précité à compter du 4 décembre 2023,
- conservées, à l'exception de celles relatives à la surveillance et aux valeurs limites d'émission des rejets aqueux remplacées pour partie, par celles de l'arrêté ministériel précité à compter du 4 décembre 2023,
- complétées par une surveillance quinquennale des sols pour les paramètres *pH*, *sodium* et *n-hexane* sur l'ensemble des points de sondages identifiés dans le rapport de base,
- complétées par une surveillance quinquennale des eaux souterraines pour les paramètres *pH* et *hexane a minima* sur les 3 piézomètres identifiés dans le rapport de base.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe et mentionne également la rubrique IED de ce site.

En application des articles R. 181-45 et R. 515-60 et R. 515-70 du code de l'environnement, l'inspection propose le projet de prescriptions techniques joint en annexe au présent rapport. Considérant que cet arrêté consiste en une mise à jour et un renforcement des prescriptions applicables à l'établissement exploité par la société BUNGE sur le site de Brest, en matière d'une part, de surveillance et de valeurs limites d'émission des rejets aqueux, d'autre part de surveillance des sols et des eaux souterraines, l'inspection des installations classées propose qu'il ne soit pas soumis à l'avis des membres du CODERST.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
<p>L'inspecteur de l'environnement, spécialité Installations Classées</p>  <p>Frédéric RIVOALAN</p>	<p>La Cheffe de Division Risques Chroniques</p> <p>Sylvie Vincent</p>	<p>La Cheffe de Division Risques Chroniques</p> <p>Signature numérique de Sylvie Vincent Date : 2022.11.22 18:51:12 +01'00'</p>
<p>Vu et transmis pour approbation Le Chef de l'unité départementale du Finistère</p>  <p>Eric GAUCHER</p>	<p>Sylvie VINCENT</p>	<p>Sylvie VINCENT</p>



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**ARRÊTÉ
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°XX du**

MODIFIANT L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°73-05-AI DU 09/01/2006 AUTORISANT LA SOCIÉTÉ BUNGE (EX CARGILL FRANCE) À EXPLOITER UN ÉTABLISSEMENT SPÉCIALISÉ DANS LA TRITURATION DE GRAINES ALIMENTAIRES EN VUE D'EN EXTRAIRE L'HUILE VÉGÉTALE, SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BREST

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

Vu le code de l'environnement et notamment le livre V, Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la Directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu l'arrêté préfectoral n°73-05-AI du 09 janvier 2006 modifié autorisant la société Bunge (ex société CARGILL France) à étendre les activités de son établissement spécialisé dans la trituration de graines alimentaires (soja et colza) en vue d'en extraire l'huile végétale, situé en zone portuaire de Brest ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°29-08-AI du 27 juin 2008 modifiant et complétant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°73-05-AI du 09 janvier 2006 de l'établissement Bunge (ex Cargill France) situé zone portuaire de Brest ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°52-09-AI du 27 novembre 2009 complétant les décisions relatives aux installations classées des activités exploitées par la société Bunge (ex Cargill France) sur le site de Brest par une surveillance initiale RSDE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°01-2020-AI du 15 janvier 2020 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du site et imposant des prescriptions complémentaires à la société Bunge située zone portuaire de Brest ;

Vu le dossier de réexamen IED, l'étude d'assujettissement au rapport de base et le rapport de base transmis en avril 2021 ;

Vu que l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, et qu'en vertu de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé, les valeurs limites en concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites des NEA-MTD divisées par «1-taux d'abattement» de la station ;

Vu les valeurs limites d'émissions (VLE) fixées dans la convention de rejets établie entre l'établissement Bunge de Brest et la station d'épuration de Brest métropole en date du 26/06/2017 ;

Vu les taux d'abattement réels de la station d'épuration urbaine de Brest métropole mentionnés par l'exploitant dans le dossier de réexamen susvisé pour les paramètres DCO, NGL, NTK, Pt, MES et DBO₅ ;

CONSIDÉRANT que la société BUNGE (ex Cargill France) relève de la directive IED au regard des activités de trituration de graines de colza et de soja pour en extraire de l'huile végétale menées sur le site de Brest ;

CONSIDÉRANT que les activités IED du site impliquent l'utilisation, la production ou le rejet de substances potentiellement polluantes ;

CONSIDÉRANT que les rejets aqueux des activités IED du site peuvent être à l'origine de nuisances ;

CONSIDÉRANT que les activités IED du site impliquent l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que ces deux conditions cumulées ont conduit l'exploitant à élaborer un rapport de base définissant l'état de pollution du sol sur le périmètre IED de l'établissement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations relatives :

- à la rubrique IED des installations
- aux valeurs limites d'émission (VLE) et aux périodicités de surveillance des rejets aqueux en application des dispositions des articles R581-45 et R515-70 du Code de l'environnement ;
- à la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines en application des dispositions de l'article R515-60-f du Code de l'Environnement ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Finistère :

ARRÊTE

Article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°73-05-AI du 09 janvier 2006 autorisant la société Bunge, située en zone industrielle portuaire de Brest, à exploiter un établissement spécialisé dans la trituration de graines alimentaires (colza et soja) en vue d'en extraire l'huile végétale, sont complétées et/ou actualisées par les dispositions précisées dans les articles suivants.

Article 2 – Rubriques IED

Le tableau des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09 janvier 2006 est complété par la ligne suivante :

3642-2a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour	Capacité de production de : 800 t/j	A
---------	--	--	---

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642 relative au traitement et à la transformation des matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF FDM.

Article 3 – Ajout de prescriptions relatives à la prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines

Un Titre 6 Bis relatif à la surveillance des sols et des eaux souterraines est ajouté à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°73-05-AI du 09 janvier 2006. Celui-ci comprend les prescriptions suivantes :

TITRE 6 BIS - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES

CHAPITRE 6 Bis.1 SURVEILLANCE DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES

Un programme de surveillance de la qualité des sols et des eaux souterraines est mis en place selon les modalités suivantes :

- surveillance quinquennale des sols pour les paramètres : *pH*, *sodium*, et *n-hexane* sur les points de sondage identifiés dans le rapport de base du 15/04/2021 (affaire n° 53279823) ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente,
- surveillance quinquennale des eaux souterraines pour les paramètres : *pH* et *hexane a minima* sur les 3 piézomètres identifiés dans le rapport de base du 15/04/2021 (affaire n° 53279823) ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

CHAPITRE 6 Bis.2 PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

Article 4 – Modifications des prescriptions relatives au suivi de la qualité des rejets aqueux et mesures comparatives :

Les dispositions des articles 4.3.8 et 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2006 modifié sont remplacées respectivement par les suivantes :

Article 4.3.8 – Valeurs limites d'émission des eaux résiduaire dans le réseau d'assainissement collectif

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaire industrielles dans le réseau d'assainissement collectif de la Communauté Urbaine de BREST les valeurs limites ci-dessous définies :

Jusqu'au 04/12/2023

Débits de référence	Maximal horaire : 15 m ³ – Maximal journalier : 350m ³		
Paramètres	Concentration moyenne 24h00 - mg/l	Flux horaire maximal - kg/h	Flux maximal journalier - kg/j
Demande chimique en oxygène (DCO)	5000	75	700
Matières en suspension (MES)	300	5	40
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	2000	30	300
Graisses	400	6	80
Hydrocarbures totaux (C5-C40)	10	1,5	20

A compter du 04/12/2023

Débits de référence	Maximal horaire : 15 m ³ – Maximal journalier : 350m ³		
Paramètres	Concentration moyenne 24h00 - mg/l	Flux horaire maximal - kg/h	Flux maximal journalier - kg/j

Demande chimique en oxygène (DCO)	3000	45	420
Matières en suspension (MES)	300	5	40
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	2000	30	300
Azote global (NGL)	100	-	-
Phosphore	16	-	-
Graisses	400	6	80
Hydrocarbures totaux (C5-C40)	10	1,5	20

Article 9.2.2 – Auto surveillance des eaux résiduaires

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visées aux articles 4.3.6 et 4.3.8. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Paramètres	Unités	Surveillance	
		Fréquences applicables jusqu'au 04/12/2023	Fréquences applicables à compter du 04/12/2023
Volume	m ³	Journalière	Journalière
DCO	mg/l et kg/j	Hebdomadaire	Journalière
MES	mg/l et kg/j	Hebdomadaire	Journalière
DBO ₅	mg/l et kg/j	Mensuelle	Mensuelle
NGL	mg/l	-	Journalière
Phosphore	mg/l	-	Journalière
Chlorure	-	-	Mensuelle

Article 5 – Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Brest et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Finistère ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Finistère pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Brest, ainsi qu'à la société BUNGE.

Le Préfet,